

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel n° 427 • novembre 2011 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

CRISE ÉCONOMIQUE

La situation de la Grèce attend tous les pays

Malgré les gesticulations d'un Sarkozy se présentant ensuite lors d'une interview devant les caméras de la télévision française en "sauveur... du monde" (rien de moins!), "un accord *a minima*", comme titrait le quotidien *le Monde* du 28 octobre, arraché dans la nuit du 26 au 27 lors du sommet européen de Bruxelles, ne va pas "sauver" l'Europe ni même la Grèce. Derrière les rodontades pleines de suffisance du président français, futur candidat à sa réélection, qui s'attribue sans vergogne une bonne part du mérite d'avoir évité une catastrophe, la barre du gouvernail du navire européen en pleine tempête a été à l'évidence tenue d'une main ferme par la bourgeoisie allemande derrière sa chancelière Angela Merkel. Mais au contraire d'un succès, ces manœuvres à court terme sont l'expression même – au-delà du rebond des places boursières lié au à un soulagement très momentané après s'être retrouvées au

bord du précipice – de l'impuissance des Etats et de leurs organismes financiers. Du FMI à la BCE, censés réguler le marché et endiguer la déferlante de la crise économique mondiale, l'emballement de l'endettement, la menace de récession, les paniques financières et monétaires sont bel et bien là et révèlent la faillite réelle du système capitaliste aux abois. En fait, la réalité que le monde des capitalistes s'obstine à cacher, c'est que la faillite avérée de la Grèce ouvre la voie de la banqueroute dans laquelle sont déjà engagés les autres Etats développés, à commencer par ceux d'Europe. Il n'y a pas de bons et de mauvais élèves, tricheurs ou truqueurs comme le prétend Sarkozy. C'est le système capitaliste tout entier et tous les Etats, qui vivent désormais à crédit, dans le surendettement, qui sont amenés à tricher et à transgresser en permanence les propres lois qu'ils se fixent sur le marché

mondial pour pouvoir perpétuer leurs rapports d'exploitation.

Que traduit réellement cet accord péniblement obtenu aux forçeps ?

• Un effacement de 50 % de la dette grecque à hauteur de 106 milliards d'euros, partis en fumée, qui va contraindre les banques européennes créancières de l'Etat grec à faire une croix définitive sur le remboursement de leurs prêts et à se recapitaliser. Cela alors même que les Etats les contraignent pour l'instant à ne pas compter sur les fonds publics pour les renflouer, ce qui va les fragiliser davantage et sera le prélude à un effondrement brutal en cascade ; car la plupart d'entre elles sont déjà dans le rouge, comme la Société générale, BNP-Paribas ou le Crédit agricole, pour ne citer que les banques françaises. Ces mesures ne parviendront pas davantage, contrairement à ce que tous prétendent, à "sauver le soldat grec" qui est un train de s'enfoncer dans un marasme sans

fin. L'Espagne, qui a vu récemment sa notation abaissée de deux crans par l'agence Moody's, va continuer à s'enliser ; de même que les autres pays déjà désignés "à risque élevés" : l'Irlande, le Portugal ou l'Italie, cette dernière de surcroît plombée par la fragilité politique et l'impopularité d'un Berlusconi menacé par ses alliés gouvernementaux eux-mêmes malgré un cahier des charges rédigé *in extremis* à la hâte par les *condottieri* à la solde du pouvoir. Mais cette liste ne peut que s'étendre rapidement, notamment à la France, pilier fragile de l'Europe aux côtés de l'Allemagne.

• Le relèvement d'un FESF (Fonds européen de stabilité financière), structure jusque-là famélique (servant à gérer les versements dans un pot commun des Etats réputés les plus riches destiné à éponger les dettes des nations européennes les plus faibles) à hauteur de 1000 milliards d'euros. Cela passe par la création d'une "structure bis" qui

sera alimentée par des Etats émergents à commencer par son plus gros contributeur, l'Etat chinois, mais aussi l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud (le Brésil qui avait publiquement lancé ses offres de service semble se rétracter). C'est donc par l'intermédiaire d'un nouveau montage financier qui n'est qu'un tour de passe-passe juridique pour éviter l'humiliation d'une mainmise directe de ces fameux pays émergents sur le chantier déjà plein de lézardes de la fière puissance européenne. Ce qui signifie une interdépendance croissante d'économies concurrentes alors que la Chine, qui détient déjà 360 milliards d'euros d'avoirs sur les dettes souveraines européennes, est elle-même fortement dépendante des fluctuations des Bons du Trésor américain. On assiste donc à l'élévation d'un véritable châteaude cartes qui ne peut que menacer de s'écrouler en cas d'aggravation d'une récession américaine, qui est déjà imminente.

• Cela annonce une terrible accélération des plans d'austérité, des attaques frontales que les prolétaires et les couches sociales les plus défavorisées vont prendre sur la tête une fois encore de plein fouet. Alors qu'en Grèce, le gouvernement bombarde la population et particulièrement les prolétaires (suite page 2)

L'OCCUPATION DE WALL STREET PAR LES MANIFESTANTS

C'est le système capitaliste lui-même qui est l'ennemi

Les lecteurs ont sans doute suivi les événements autour du mouvement Occupation de Wall Street (OWS). Depuis la mi-septembre, des milliers de manifestants occupent Zuccotti Park à Manhattan, à quelques blocs de Wall Street. Les manifestations se sont maintenant étendues à des centaines de villes à travers l'Amérique du Nord. Des dizaines de milliers de personnes ont pris part à des occupations, à des manifestations et à des assemblées générales qui ont montré une capacité d'auto-organisation et de participation directe à des activités politiques jamais vues aux Etats-Unis depuis de nombreuses décennies. Les exploités et la population en colère ont fait entendre leur voix, montré leur indignation contre les maux du capitalisme. L'impact international de l'OWS à travers le monde ne doit pas non plus être sous-estimé : des manifestations ont eu lieu dans les centres les plus importants du capitalisme mondial, brandissant des slogans et des expressions de ras-le-bol qui font écho à ceux jaillis à travers l'Europe et l'Afrique du Nord. Toutefois, l'avenir du mouvement

semble incertain. Alors que de nombreux manifestants jurent de poursuivre indéfiniment leur occupation, il devient de plus en plus clair que l'énergie spontanée initiale du mouvement est en reflux, comme le montrent ses assemblées générales, de plus en plus transformées en chambres d'écho passives des "groupes de travail" et des "comités", dont beaucoup semblent être dominées par des militants professionnels, des gauchistes, etc. La situation reste instable, mais nous pensons qu'elle a atteint un certain niveau de développement qui nous permet maintenant de tenter de faire une première évaluation de son sens et d'identifier certaines de ses forces et de ses faiblesses.

Le CCI a pu participer à ces événements à New York, où plusieurs militants et sympathisants proches ont fait un certain nombre de voyages pour aller à Zuccotti Park parler avec les occupants et participer aux assemblées générales. Par ailleurs, des sympathisants du CCI nous ont envoyé des comptes-rendus sur leurs expériences dans ces mouvements dans leurs villes. Une discussion animée a également commencé sur le forum de discussion de notre site (1). Cet article

est une contribution à ce débat, et nous encourageons nos lecteurs à se joindre à la discussion.

Comment répondre aux attaques du capitalisme ? Le combat pour trouver un terrain de classe

D'abord, nous devons reconnaître que le mouvement actuel d'occupation provient de la même source que toutes les révoltes sociales massives auxquelles nous avons assisté au cours de l'année 2011. Des mouvements en Tunisie et en Egypte à l'apparition des *Indignés* en Espagne, aux occupations en Israël et aux mobilisations contre l'austérité et l'anti-syndicalisme dans le Wisconsin et dans d'autres Etats, la frustration et le désespoir de la classe ouvrière, en particulier des jeunes générations durement frappées par le chômage (2). Ainsi, nous voyons une continuité directe entre OWS et la volonté croissante de la classe ouvrière de se battre contre les attaques du capitalisme, à l'échelle internationale. Il est clair qu'OWS n'est pas une campagne bourgeoise pour faire dérailler et récupérer la lutte de classe. Au contraire,

il s'agit du dernier acte d'une série de mouvements, en grande partie organisés à travers Internet et les médias sociaux en dehors des syndicats et des partis politiques officiels, à travers lesquels la classe ouvrière cherche à répondre aux attaques massives qui se déchaînent sur elle, dans la sillage de la crise historique du capitalisme. Le mouvement doit donc être accueilli comme un signe que le prolétariat en Amérique du Nord n'est pas totalement vaincu et qu'il n'est pas disposé à subir indéfiniment les attaques du capitalisme. Néanmoins, nous devons aussi reconnaître qu'il existe des tendances différentes dans le mouvement et qu'une lutte se déroule en leur sein. Les tendances dominantes ont une attitude très réformiste et les tendances les plus prolétariennes ont de grandes difficultés à trouver le terrain de classe de leur lutte.

En défense de la souveraineté des assemblées générales

Peut-être l'aspect le plus positif de la revendication de OWS a-t-il été l'émergence des assemblées générales (AG) comme des organes souverains du mouvement qui représente une avancée par rapport aux mobilisations

(suite page 6)

Dans ce numéro

Au cœur des pays développés	
<i>La généralisation de la misère révélatrice de la faillite du capitalisme</i>	2
Les "primaires" du PS	
<i>Un bon filon pour toute la bourgeoisie</i>	3
Confirmation de l'existence des neutrinos	
<i>Le progrès scientifique est-il plus rapide que son ombre ?</i>	3
"La République des mallettes"	
<i>Où le retour de la Françafrique</i>	4
Mayotte	
<i>Les travailleurs luttent contre la vie chère</i>	5
L'occupation de Wall Street par les manifestants	
<i>C'est le système capitaliste lui-même qui est l'ennemi</i> ..	6
Massacre des manifestants algériens le 17 octobre 1961	
<i>L'hypocrisie des bourreaux!</i>	8



1) <http://en.internationalism.org/forum/1056/>

beltoiv/4515/occupy-wall-street-protests/#comment-3866
2) Voir tous nos articles sur le mouvement *indignado* <http://en.internationalism.org/icconline/2011/september/indignados>.

La généralisation de la misère révélatrice de la faillite du capitalisme

Les événements économiques qui se succèdent à vitesse accélérée depuis cet été 2011 montrent que la faillite du capitalisme qui s'est pleinement révélée en 2007-2008 avec la crise financière s'approfondit de plus en plus vite. Le capital ne peut plus faire face aux engagements financiers qu'il implique l'accroissement sans fin de l'endettement qu'il a pratiqué pendant des décennies ; cet accroissement de l'endettement avait pour but d'écouler une production de plus en plus supérieure à la demande. Comme cette surproduction ne peut que se traduire par un taux de profit de plus en plus en baisse, en plus de l'endettement, les capitalistes ont, pendant ces décennies, tenté de diminuer leurs coûts, c'est-à-dire la rémunération des travailleurs qu'ils soient en activité, au chômage ou à la retraite. On sait que depuis la fin des années 1990, les revenus réels des ouvriers et de toutes les couches pauvres de beaucoup de pays développés ont stagné ou diminué. Par ailleurs, pendant des années, les capitalistes ont massivement provoqué la baisse des salaires en pratiquant la délocalisation des entreprises dans "les pays émergents". Cette opération a permis une remontée momentanée des profits car les salaires étaient tellement bas dans ces pays que beaucoup ne pouvaient vivre que dans des bidonvilles ou, en Chine, dormir dans les "mingongs", ces dortoirs dans l'usine qui ne sont faits que de lits en fer superposés.

L'aggravation de la misère

Depuis 2007, les conditions de vie des exploités des pays développés se sont dégradées de manière beaucoup plus accélérée que précédemment. Le chômage augmente partout et, littéralement, explose dans certains pays. En Grèce, depuis le premier plan d'austérité d'avril 2010, le chômage est passé de 12% à 16,5%⁽¹⁾ de la population active ; en Espagne, le pays ayant connu un éclatement particulièrement violent de la bulle immobilière, ce taux est passé depuis 2008, de 9 à 21%, ce qui veut dire qu'il touche officiellement plus de 4 200 000 personnes. Les chiffres sont bien plus élevés chez les jeunes : 42% en Espagne, 33% en Grèce et ce chiffre est de 25% pour l'ensemble des autres pays, y compris pour le Suède que l'on nous présente aujourd'hui comme un modèle de sortie de crise⁽²⁾ ; ces jeunes n'ont, bien souvent, pas droit à des allocations chômage car n'ayant pas travaillé. Il est donc facile de comprendre un phénomène qui s'est énormément développé ces dernières années : les jeunes ne peuvent plus avoir de logement et doivent habiter chez leurs parents.

Mais les parents, même s'ils ont un

1) http://lexpansion.lexpress.fr/economie/le-taux-de-chomage-officiel-atteint-16-5-en-grèce_266257.html
2) <http://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Actualite/Royal-gonfle-les-chiffres-du-chomage-des-jeunes-397587/>

travail, peuvent de moins faire face aux besoins élémentaires de leur vie et de celle de leurs enfants : en Espagne, avec un salaire minimum de 748 euros⁽³⁾ on ne peut même pas se loger dans un studio d'une grande ville car le loyer est en moyenne de 600 euros. Inutile de dire que lorsqu'on est chômeur, se loger normalement est devenu impossible puisque les indemnités de chômage varient en Espagne de 492 euros à 1384 euros et durent au maximum 24 mois. Alors, on est obligé de pratiquer la colocation, mais même ainsi, on ne peut pas se loger dans les grandes villes à moins de 250 euros. Au Portugal, les récentes mesures d'austérité viennent de supprimer les 13^e et 14^e mois pour les fonctionnaires, ce qui va amputer leur pouvoir d'achat de 20%, alors que 20% de la population a déjà un revenu mensuel inférieur à 450 €.

La capacité de faire face aux besoins immédiats de la vie est encore plus difficile en Grèce. Si le salaire minimum correspond à peu près à celui qui est pratiqué en Espagne, l'ensemble des salaires diminue en ce moment au rythme de 10% par an ; le dernier plan d'austérité a décidé de mettre au chômage technique 300 000 personnes ayant un emploi dans des organismes publics ou semi-publics, a organisé une

3) <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/10/13/04016-20111013-ARTFIG00498-le-salaire-minimum-est-juge-trop-eleve-en-grèce.php>

baisse des salaires de la fonction publique de 25% en moyenne (ce qui veut dire que certains verront leur salaire diminuer de 50%) et a rendu impossibles les revenus dépassant annuellement 5000 euros⁽⁴⁾. En fait la difficulté de vivre des exploités de Grèce se trouve résumé dans un seul chiffre : la consommation des ménages a diminué de 20% en moyenne depuis le début 2010⁽⁵⁾ ; et cela donne une idée du niveau de ressources misérables des prolétaires les plus pauvres.

Mais il n'y a pas que sur le vieux continent que les revenus que parvient à obtenir la population ne suffisent pas à vivre : aux Etats-Unis, en août 2011, 45,7 millions de personnes sur les 311 millions d'habitants que compte ce pays étaient contraintes, pour pouvoir survivre, d'aller chercher des bons alimentaires de 30 dollars par semaine versés par l'Administration⁽⁶⁾. De plus en plus d'entreprises sont en train de mettre en œuvre des licenciements massifs ; citons à titre d'exemple les 30 000 suppressions d'emplois de Bank of America et les 6500 de Cisco, et la liste des entreprises qui licencient, tant aux Etats-Unis qu'en Europe est très longue.

4) http://www.lepoint.fr/economie/grèce-les-nouvelles-mesures-d-austerite-du-projet-de-loi-conteste-20-10-2011-1386811_28.php
5) <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=60259>
6) *Le Monde* 7-8 août 2011.

On sait que durant l'été, les républicains et les démocrates se sont affrontés sur la question du relèvement de la dette des Etats-Unis, mais cela ne doit pas masquer le fait que chacun des deux partis prévoit des coupes très importantes dans les dépenses budgétaires, avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois. De plus, dans différents Etats de la fédération, les municipalités sont tellement endettées qu'un certain nombre d'entre elles se déclarent en faillite et mettent leur personnel au chômage : c'est de cette manière que 22 000 fonctionnaires de l'Etat du Minnesota ont été priés de rester chez eux et ne sont plus payés depuis le 4 juillet⁽⁷⁾ ; c'est la même chose qui est arrivé aux fonctionnaires de Harrisburg – capitale de l'Etat de Pennsylvanie – et à ceux de la ville de Central Falls, près de Boston.

De telles conditions de vie sont imposées de plus en plus à la grande majorité de la population des pays développés. Si, déjà, le plan d'austérité mis en place en Grande-Bretagne a provoqué dans ce pays une diminution des salaires réels de 3%, ce sont tous les pays européens (en dehors, pour le moment, de l'Allemagne) qui sont en train de mettre en œuvre de tels plans ou de les prévoir. Or, plus des plans d'austérité sont mis en œuvre et plus la demande est faible et, en conséquence, plus la surproduction devient massive entraînant une baisse des profits et, donc, de nouveaux plans d'austérité. Le bilan est la chute de la très grande majorité de la population dans une misère toujours plus profonde.

La désorganisation de la vie sociale

La faillite des collectivités locales des Etats-Unis entraîne la fermeture de toute une série de services, y compris dans le secteur de santé : beaucoup d'infirmières et de médecins ne peuvent plus renouveler leur contrat de travail. Cela signifie que la faillite du capitalisme, outre l'extension de la misère qu'elle provoque, est en train de bloquer le fonctionnement de la société. De la même manière qu'aux Etats-Unis, en Espagne, pour des raisons d'économie budgétaire, les hôpitaux de Barcelone ont décidé de la fermeture pendant certaines heures de la semaine des services d'urgence et des blocs opératoires : en d'autres termes, si quand les habitants de cette ville tombent gravement malades ou sont sérieusement blessés, ils devront "choisir" leurs heures d'arrivée aux urgences !

En fait, ce blocage des mécanismes de fonctionnement de la société est beaucoup plus avancé en Grèce : selon certains témoignages, nombre d'entreprises ont fermé leurs portes car elles ne pouvaient plus payer leurs salariés, les employés de l'Etat ou proches de l'Etat ne sont plus payés depuis des mois, les écoles publiques ne reçoivent plus de manuels scolaires⁽⁸⁾, etc.

De même que la misère s'étend, la désorganisation des institutions et des entreprises nécessaires à la survie de tous ne fait qu'empirer. Le capitalisme montre chaque jour un peu plus son incapacité à assurer la survie de l'humanité et de ses membres. Et c'est contre cette progression de la misère et du chaos social que des exploités ont engagé la lutte dans les pays arabes, en Grèce, en Espagne, en Israël, au Chili et dans bien d'autres pays.

Vitaz (26 octobre)

7) <http://www.rfi.fr/ameriques/20110702-faillite-le-gouvernement-minnesota-cesse-activites>
8) <http://www.info-grèce.com/agora.php?read,28,40283>

suite de la page 1

La situation de la Grèce attend tous les pays

à coups de plans d'austérité toujours plus draconiens et rapprochés qui la plonge dans une misère d'ores et déjà dramatique, surtout chez les jeunes générations plongées dans une précarité extrême et privées d'avenir. Quant à l'Italie, elle s'est entre autres mesures engagée à reporter l'âge légal de la retraite à 67 ans pour tous les salariés (contre 65 ans actuellement) d'ici 2026. L'Espagne qui connaît déjà un taux de chômage dépassant 20% de la population active, qui a déjà prolongé à 67 ans l'âge du départ légal à la retraite et n'en finit pas de patager dans la crise de son secteur immobilier va encore intensifier la précarisation du travail alors que les secteurs les plus vitaux des services publics sont déjà sérieusement grippés comme l'éducation nationale et la santé à cause du manque de moyens budgétaires et de la pénurie de personnel qui ont entraîné une large mobilisation d'une part à Madrid (pour les enseignants) et à Barcelone (pour le milieu hospitalier) et des manifestations de solidarité importante des autres ouvriers (40 000 personnes à Madrid). Un sérieux tour de vis est prévu en France, sous la menace directe d'une dégradation et de la perte de son triple A par les agences de notation. L'annonce d'une hausse de la TVA très impopulaire, et en pleine période électorale, qui va toucher les produits alimentaires de première nécessité et la restauration (alors qu'en 2007 le candidat Sarkozy avait promis qu'il n'augmenterait pas les impôts), une nouvelle hausse probable de la CSG et une nouvelle limitation du remboursement des dépenses de santé comme une taxation supplémentaire des mutuelles (alors que la hausse des dépenses d'assurance-maladie devrait atteindre 2,8% en 2012) sont dans le premier wagon du train de

mesures qui va suivre. Ce que Sarkozy appelle des "mesures courageuses", des "réformes nécessaires" au lieu de rigueur et d'austérité pour faire entre 6 à 8 milliards d'économies sur le budget. Les indemnités de licenciements pourraient elles aussi être taxées. Un ralentissement de l'appareil productif est annoncé, notamment dans le secteur de l'automobile dont les ventes un temps dopées artificiellement par des mesures provisoires comme les "primes à la casse" sont en chute libre contraignant Renault et PSA à mettre leurs ouvriers au chômage technique au moins pour les deux derniers mois de l'année et surtout à annoncer un plan de 6800 suppressions d'emplois en Europe en 2012. Tandis que le taux de chômage continue à grimper, touchant désormais officiellement près de 4, 2 millions de personnes dans l'Hexagone (près de 4,5 millions avec les DOM) (+0,9% en septembre pour ceux reconnus "activement demandeurs d'emplois"). Mais plus significativement encore, le plongeon ne va pas épargner le pays salué comme un "modèle" et qui fait figure de locomotive économique de l'Europe, l'Allemagne, qui vient de réviser à la baisse sa prévision de taux de croissance pour 2011 pour atteindre un très modeste 1%, après des années de rigueur budgétaire stricte et au prix d'un gel des salaires depuis plusieurs années.

Il ne fait aucun doute que l'avenir s'annonce menaçant partout et que ce ne sont pas les banques qui vont payer la note de la crise mais bien la population, contrairement à ce que raconte l'omniprésident français qui a eu le culot d'affirmer dans son interview : "Si les accords sont respectés, si on adopte les mesures nécessaires, il n'y aura rien à payer !" Bien sûr que si, et ce seront toujours les mêmes à qui

on demandera partout des sacrifices de plus en plus lourds, y compris dans les pays les plus développés au cœur du capitalisme (voir les exemples aux Etats-Unis dans notre article en p. 2) où il est révélateur que ce système n'arrive plus à subvenir aux besoins les plus élémentaires (de quoi se nourrir, se loger, se soigner...) d'une part croissante de la population, qu'elle soit au chômage ou en activité, à procurer du travail pour les jeunes, à assurer une retraite pour les vieux... Les prolétaires ne doivent pas se faire d'illusions, ni sur un changement d'équipe gouvernementale qui sera de toutes façons contrainte d'appliquer les mêmes mesures avec une rigueur féroce, ni sur une embellie de relance économique. Les solutions miracles n'existent pas pour sortir de cette impasse, qu'il s'agisse même de la taxation des banques, de celle des spéculateurs, ou encore de celle des hauts revenus.

Dans cette situation, les prolétaires n'ont rien à attendre de ce système qui les mène dans le mur. Ils sont de plus en plus nombreux à savoir partout dans le monde que les sacrifices grandissants qu'on leur demande ne les tirent que vers le bas. Ils vont être précipités dans une misère toujours plus inacceptable, ressentant dans leur chair des conditions de vie et de travail de plus en plus insupportables et intolérables. La classe ouvrière a une histoire, celle de ses innombrables luttes, qui démontre qu'à travers leur développement et leur prise en mains, elle peut, à travers la riposte nécessaire pour se défendre contre les attaques capitalistes, être porteuse des intérêts d'une humanité qui ne sera libérée que par le renversement de ce système, par l'abolition des rapports d'exploitation et l'instauration d'une autre société basée non plus sur le pro-

fit mais sur les besoins humains. A-t-elle les moyens de réaliser cette tâche qui paraît aujourd'hui titanique ? Oui ! Même si beaucoup pensent que ce n'est pas réalisable, qu'une telle société reste une utopie. Les minorités révolutionnaires doivent réaffirmer et faire comprendre à l'ensemble de leur classe qu'elle seule est porteuse d'un avenir pour l'humanité, qu'elle ne peut compter que sur ses propres forces, sur la prise de conscience que, partout dans le monde, elle est poussée pour se défendre à mener le même combat face à ce monde pourrissant sur pied. Mais cela passe par la perte de toute illusion de pouvoir réformer les banques, l'Etat et le système capitaliste. Malgré ses faiblesses et ses limites qui viennent principalement du fait que la classe ouvrière ne s'y manifeste pas en tant que telle et reste à la traîne des illusions démocratiques que véhicule la bourgeoisie, la mobilisation des jeunes Indignés partie d'Espagne⁽¹⁾ est déjà porteuse de cet espoir avec quelques germes essentiels de cette maturation. Elle participe de ce combat en ce qu'elle se conçoit déjà comme partie d'un mouvement international qui n'a pas de frontières et qui fait tâche d'huile de façon significative dans le monde entier sur la base et le principe, comme les assemblées ouvrières, d'un fonctionnement en assemblées générales ouvertes à tous, où se mènent les débats et où toutes les décisions se discutent et sont prises collectivement. Ce n'est qu'un début.

W (29 octobre)

1) Le 15 octobre, lors de la journée mondiale des Indignés, la mobilisation en Espagne a atteint des records et il y a eu de nombreuses discussions où participaient des ouvriers et où le la remise en cause du capitalisme était au cœur des débats. Nous y reviendrons ultérieurement.

Un bon filon pour toute la bourgeoisie

Le dimanche 16 octobre 2011, vers 19h, alors même que les chances de victoire de sa pouliche Martine Aubry étaient déjà définitivement enterrées, Bertrand Delanoë, maire socialiste de Paris déclarait à la presse : "Ces primaires sont une victoire pour la démocratie." Evidemment, cette petite phrase cache une réelle déception par ce que les professionnels de la communication appellent un "discours positif". Mais pas seulement. Il y a derrière ces quelques mots désabusés, une vérité fondamentale dont leur auteur n'a sans doute pas bien mesuré l'importance.

A quoi ont servi les primaires, finalement ? A unir le PS ? On en doute, et nos doutes risquent fort de s'envoler très vite, sitôt les embrassades de ce dimanche oubliées. A moderniser l'image du PS ? C'est sûrement vrai même si ce n'est là qu'affaire de paillettes. A montrer la diversité existant au sein du PS ? Sûrement pas : après tout le parti n'a pas attendu les primaires pour voter son programme, censé être donc repris par tous.

Alors à quoi ont servi ces débats sporadiques, cette organisation gigantesque, ces millions de pièces de un euro versés par les "citoyens électeurs" ? A la base, à désigner le candidat qui représentera le PS aux présidentielles. Mais bien au-delà, les primaires ont aussi servi, tout comme aux Etats-Unis par exemple où le système existe depuis longtemps pour les deux grands partis de pouvoir, à remettre une couche, toute fraîche et brillante, à la mystification démocratique. Ce n'est d'ailleurs pas tant l'intérêt pour les idées d'un PS qui n'a rien à dire que ce souffle démocratique est venu presque faire la pige à la coupe du monde de rugby, mais la mobilisation de près de trois millions de personnes exaspérées par Sarkozy et dont la perspective essentielle est de ne plus le voir à la tête du pays.

Mais cela, c'est en définitive au service de toute la classe bourgeoise. C'est bien pour cela que la droite a patiemment et sagement attendu la proclamation des résultats avant de sortir ses armes lourdes et entrer en campagne. L'UMP avait-elle à ce point besoin de connaître l'identité de son adversaire pour s'adonner, comme elle l'a fait deux jours après, à la démolition en règle du programme socialiste, particulièrement sur la question économique où Hollande ne brille certainement pas plus que les autres par l'innovation ou le scoop qui viendrait renverser la vapeur de l'enfoncement inéluctable dans la crise ? Comme on vient de le dire, le programme socialiste est connu depuis longtemps. Qu'il y ait des nuances entre François Hollande et Martine Aubry, certes, on veut bien l'admettre. Mais c'est le programme d'un parti de la bourgeoisie, qui ne pourra faire de toutes façons qu'une politique d'austérité, emballée sous forme de cadeau aux ouvriers, comme à l'époque où Martine Aubry faisait avaler la réforme sur les 35 heures comme une avancée sociale sans précédent. On connaît la suite : aux embauches promises ont succédé des cadences de travail de plus en plus exténuantes et des licenciements massifs, une précarisation généralisée et des suppressions de postes tous azimuts.

Si la droite a laissé se dérouler les primaires sans intervenir autrement que par de molles critiques, voire au contraire des réflexions sur l'intérêt de procéder de même dans son camp, c'est parce qu'en sa qualité de fraction bourgeoise responsable, elle avait tout intérêt à ce que la classe ouvrière

se retrouve embringuée en partie dans ces primaires socialistes et surtout focalisant l'attention sur le suspense de leurs résultats de façon à donner du grain à moudre à l'idée qu'il faudra se mobiliser dans les présidentielles de 2012. Le discours plus "radical", anti-pouvoir des banques et altermondialiste (ou "démondialiste" comme il l'a rebaptisé) de Montebourg comme sa rhétorique sur la nécessité d'une opération "mains propres" et des 17% des voix du premier tour qui en a fait l'arbitre le plus courtisé. L'idée même que des primaires apportent un surcroît de pouvoir au "peuple" en maîtrisant une étape supplémentaire

en amont du processus électoral, ont permis de ramener vers les urnes et de ranimer surtout les illusions d'un électoral de gauche qui se lassait de l'image de corruption donné par l'ensemble de la classe politique et des querelles internes entre les éléphants du parti social-démocrate. La publicité tapageuse des médias pour ces "primaires" pendant un mois où elles ont servi d'écran de fumée pour masquer les attaques s'est révélée très intéressante pour toute la bourgeoisie : elle a permis d'occuper la scène plus tôt sur le terrain électoral et elle redore le blason d'une démocratie passablement terni, même cl'argument

de l'alternance : alors même que de plus en plus d'électeurs doutent, à juste titre de la pertinence du choix entre droite et gauche, la bourgeoisie cherche à lui faire croire que, non, en dépit de l'évidence, tout n'est pas joué d'avance et que c'est à lui de choisir !

Maintenant, suite au battage médiatique des primaires, et à son réel succès, l'anti-Sarkozysme a pris une meilleure consistance et va pouvoir tenir le haut du pavé jusqu'en mai prochain. L'occupation du terrain médiatique par la campagne présidentielle permettra de détourner au mieux les consciences ouvrières de la

réalité catastrophique de la situation qui amènera le pouvoir, qu'il soit de droite ou de gauche, porté désormais par Hollande, à taper toujours et encore plus fort sur la force de travail. Hollande l'a dit lors de la campagne des primaires : "Je vais redresser la situation mais ça va être dur." S'il est élu, on peut lui faire confiance pour qu'il ne redresse rien du tout mais pour qu'il tienne la seconde partie de sa promesse. En résumé, que le PS revienne ou pas au gouvernement, on a vu qu'il restait plus que jamais un fidèle serviteur du capitalisme et un des ses meilleurs propagandistes.

GD (19 octobre)

CONFIRMATION DE L'EXISTENCE DES NEUTRINOS

Le progrès scientifique est-il plus rapide que son ombre ?

Dans le courant du mois de septembre, une découverte sans précédent a secoué le monde scientifique et s'est rapidement propagée à travers les médias du monde entier. Dans le laboratoire de Gran Sasso dans les Abruzzes, une équipe de scientifique a observé des particules élémentaires appelées "neutrinos" ⁽¹⁾, envoyés depuis l'accélérateur de particules du CERN, un laboratoire proche de Genève, situé à près de 730 km de là ⁽²⁾. L'expérience OPERA, qui s'est déroulée sur une durée de plus de 3 ans, consistait à étudier la propagation de ces particules, ainsi qu'à mesurer leur vitesse avec une précision de l'ordre de la nanoseconde ⁽³⁾.

Une fois les résultats vérifiés et re-vérifiés, l'expérience reprise depuis le début, les scientifiques durent admettre la réalité des faits : ces particules se déplacent à une vitesse légèrement supérieure à celle de la lumière. Cette découverte vient bouleverser les lois fondamentales de la physique, telle que la loi de la relativité (mise en évidence par Einstein) qui définit la vitesse de la lumière comme une constante universelle infranchissable. L'annonce de cette découverte a immédiatement été la proie des médias qui ne reculent jamais devant rien pour se lancer dans la surenchère du "scoop". "Le neutrino a-t-il tué Einstein ?" "Einstein est contredit !" "Einstein est enfoncé !" Nous en passons, "des pires et des meilleures", comme disait Coluche.

Cette vision de la science dont les différentes théories sont essentiellement concurrentielles et prêtes à s'éliminer les unes les autres comme des prédateurs en lutte mortelle permanente est typique de l'idéologie bourgeoise et fondamentalement inhérente à son mode de fonctionnement social. Cette découverte implique effectivement de remettre en cause les fondements même de la physique moderne. Il s'agit là bien sûr d'une découverte aux conséquences difficilement imaginables à l'heure actuelle. Nous pourrions joyeusement nous hasarder

à développer des théories sur ce que cela induira dans notre perception de l'univers. Mais en quelques lignes et avec une approche totalement empirique, cela reviendrait à écrire un fabuleux article de science-fiction. Tel n'est pas notre but. Ce qui apparaît tout de suite et de manière très claire, et que toute la propagande capitaliste s'efforce de dénaturer et d'oblitérer, c'est que dans toute démarche scientifique, aucune théorie n'est gravée dans le marbre de manière permanente et incontestable.

La perception de la réalité scientifique est éminemment historique, en constante évolution. Une telle découverte, vient nous obliger à revoir nos conceptions antérieures et à les confronter à cette nouvelle représentation de la réalité. C'est ainsi que le dépassement des conceptions passées nous amène à de nouvelles questions et de nouveaux progrès scientifiques et techniques. Et ces progrès, à leur tour, nous permettent de dépasser certaines problématiques et d'en apporter de nouvelles, sans toutefois nier l'apport des précédentes... C'est ce caractère dialectique de l'évolution qui rend chaque étape, chaque progrès (aussi infime qu'il puisse être), absolument nécessaire en tant que maillon de la chaîne dans notre processus d'évolution.

Cette vision, qui paraît être la base de toute démarche scientifique honnête, ne fait pourtant pas partie de l'idéologie dominante. Du moins, c'est le constat que l'on peut faire lorsque l'on regarde les faits en face : à l'heure où l'on est parfaitement capable d'envoyer un engin robotisé pour explorer la surface de la planète Mars, les spécialistes de l'économie sont quasiment incapables de prévoir l'évolution de notre économie pour les quelques jours à venir... et par voie de conséquence, nous sommes incapables de subvenir aux besoins les plus élémentaires d'une partie croissante de la population mondiale ! Ceci pour une raison simple : selon l'idéologie de la classe dominante (l'idéologie capitaliste), le système actuel avec son idéal démocratique basé sur la réalisation de la plus-value, sur la concurrence et sur la compétition entre les individus, serait fondamentalement le système qui correspond le mieux aux caractères de l'espèce humaine, à la nature humaine, passée, présente et future.

La pérennité du capitalisme seule est perçue comme une vérité absolue et incontestable. L'idéal politique de ce système : la démocratie capitaliste, serait la seule perspective vers laquelle l'humanité pourrait évoluer. Tout autre perspective étant automatiquement étiquetée "utopiste" voire même dangereuse, et pour cause ! Si la plus grosse partie de l'humanité, la classe exploitée, en venait à prendre conscience que les savantes équations des spécialistes de l'économie ont depuis bien longtemps cessé d'être un moteur pour le progrès humain... ; si aujourd'hui ces calculs de charlatans étaient dénoncés comme étant la base de l'extorsion de la plus-value qui justifie les immenses privilèges dont jouit une minorité d'exploiteurs ; si pour nous sauver nous-mêmes, nous parvenions à créer un monde sans Etats où l'activité de production serait organisée exclusivement en fonction des besoins humains et dans le respect des ressources naturelles... ; alors effectivement, la classe capitaliste serait complètement dépassée ; ses privilèges et son idéologie seraient profondément remis en cause. Dans une société fondée sur la solidarité et le progrès social, le rôle et la place des sciences seraient complète-

ment différents de ceux que nous leur connaissons. Car ne nous y trompons pas : le monde scientifique n'échappe pas aux lois capitalistes et à son idéologie réactionnaire. Le milieu de la recherche est imprégné d'un esprit de concurrence féroce et permanent. La plupart du temps, les chercheurs sont en compétition les uns avec les autres, et les coopérations entre les différentes équipes trouvent rapidement leurs limites. La course pour les publications, la quête du prestige individuel, de la reconnaissance sociale et financière sont autant d'entraves qui freinent considérablement l'humanité dans sa marche vers la connaissance et le progrès.

Aujourd'hui, aucune découverte scientifique, aussi brillante qu'elle soit, ne pourra sortir l'humanité de la préhistoire obscure dans laquelle l'enferme un capitalisme à bout de souffle. La plus grande expérience qui se dresse désormais devant nous, n'est autre que la transformation en profondeur de la société, la seule alternative à la barbarie capitaliste qui puisse faire entrer l'humanité dans sa véritable histoire.

Maxime (23 octobre)

A LIRE SUR NOTRE SITE INTERNET

- Marxisme et science (1^{re} partie) : Une contribution de Chris Knight
- Les ouvriers de Guayana (Venezuela) luttent contre le chavisme
- Lutte à Verizon (Etats-Unis) : Comment intervenir dans la lutte de classe

N'hésitez pas à venir débattre sur notre forum : fr.internationalism.org

1) Il s'agit de la plus petite particule élémentaire connue à ce jour. Elle résulte de la collision entre deux protons, éléments qui constitue le noyau des atomes.

2) Cette distance représente la trajectoire la plus directe entre l'accélérateur du CERN et les détecteurs de Gran Sasso. La trajectoire des neutrinos traverse donc la croûte terrestre.

3) Soit un milliardième de seconde.

ou le retour de la Françafrique

Le mois de septembre écoulé a été le théâtre de “révélation fracassantes” faites par l’un des acteurs de la “Françafrique”, Robert Bourgi, allant à la télévision française pour dire qu’il a été lui-même “porteur de valises” bourrées de billets et destinées au financement des partis politiques français. Comme l’ont dit certains médias, cette opération sent à la fois le règlement de comptes et la “fin de règne” du pouvoir en place.

Mais quelles que soient les motivations des véritables initiateurs de ce “déballage” à ciel ouvert, il ne reste pas moins que cette affaire est l’illustration d’un fait sordide et historique, à savoir la vraie “Françafrique” ou la “République des mallettes”⁽¹⁾ dans ses heures les plus abjectes, bref sous son manteau de “république bananière” à la française. Déjà laissons décrire le système par un de ses plus grands connaisseurs en l’occurrence le PDG de l’hebdomadaire *Jeune Afrique*, Béchir Ben Yahmed⁽²⁾ :

“Il (le système) se perpétue depuis plus d’un demi-siècle, car il a pris naissance quelques années après les indépendances des pays africains, au Nord et au Sud du Sahara.

“Comme on le sait, ces indépendances ont été concédées par la France, bon gré mal gré, à partir de la fin des années 1950, et l’ancienne puissance métropole a tout naturellement voulu garder ces pays dans son orbite. Elle a alors instauré un système post-colonial de coopération et d’interdépendance, élaboré et régi pour l’Afrique subsaharienne, jusqu’à sa mort en 1997, par Jacques Foccart, choisi pour cette mission de confiance par le général de Gaulle.

“Pour les périodes où les gaullistes n’ont pas été au pouvoir, sous Giscard et Mitterrand, les rênes de ce système ont été confiées par ces deux présidents à des exécutants qui ont tout bonnement chaussé les bottes de Foccart.

“Baptisé “Françafrique”, entre-tenu par Charles Pasqua et d’autres, le système a réussi à survivre au XX^e siècle; il perdure à ce jour : de temps à autre affleure à la surface un incident de parcours qui montre que le “canard est toujours vivant”.

“Du côté africain, les instigateurs du système qui en sont vite devenus – au sens littéral du terme- les “parains” – ont pour nom Houphouët, Mobutu et Bongo (père). Ils ont disposé de sommes colossales et en ont utilisé une bonne part pour “lubrifier” leurs relations politiques, principalement, mais pas uniquement, en France (et en Belgique).

“Félix Houphouët-Boigny et Omar Bongo n’ont pas craint de dire ou de

laisser entendre qu’ils avaient financé non seulement les hommes politiques français de droite et de gauche, mais aussi le leader de l’extrême-droite!

“En Afrique du Nord, l’ancien roi du Maroc, Hassan II, et l’ancien “Guide” de la révolution libyenne se sont adonnés à ce jeu d’argent et y ont inclus eux aussi, l’extrême-droite française”.

Voilà la vraie “Françafrique”, implacablement décrite, avec ses acteurs les plus divers venant de tous les horizons de l’appareil politique de la bourgeoisie sous la V^e République française.

Un système mafieux institutionnalisé sous De Gaulle et perpétué par tous ses successeurs de droite et de gauche. En clair, tandis que les uns se font financer leurs campagnes électorales ou “safaris africains”, les autres s’achètent ou se font construire des palais et des appartements de luxe en Europe, d’où l’appellation désormais célèbre de “biens mal acquis” (appartenant aux Bongo et compagnie). Une république de malfrats gouvernée alternativement par la droite et la gauche, ceux-là mêmes qui nous donnent sans cesse des leçons de “droit”, de “démocratie exemplaire”. Ce sont là d’odieuses pratiques d’autant plus criminelles que pendant ce partage des “butins africains” entre dirigeants français et africains, les populations, elles, crèvent de faim et subissent quotidiennement la misère et la violence des régimes mis en place ou protégés par l’ancienne puissance coloniale.

Le cynisme et d’hypocrisie de l’équipe Sarkozy face à la “Françafrique”

Mais ce qui est plus sordide dans ce système politique “français-africain” est le fait que celui qui gouverne la France aujourd’hui se trouve dans une position d’un grand cynisme en dénonçant régulièrement la “Françafrique” en public tout l’appliquant parfaitement en pratique, comme le montre le journal *Le Monde* du 13/09/11) :

“Robert Bourgi a été formé à bonne école, celle de Jacques Foccart, grand architecte auprès du général de Gaulle, de ce système postcolonial dont il se prétend l’héritier. Son métier : vendre à des personnalités africaines des contacts auprès de hauts responsables français- ressemble à s’y méprendre à celui de ces “émissaires officieux qui n’ont d’autre mandat que celui qu’ils inventent”, ceux-là mêmes dont le candidat Sarkozy avait ainsi annoncé la fin à Cotonou (Bénin) en 2006.

“Pourtant, depuis l’arrivée au pouvoir de Sarkozy, les affaires de cet intermédiaire discret ont été florissantes. A peine élu, le président de la République lui a remis la Légion d’honneur; en l’engageant à “ par-

ticiper à la politique étrangère de la France avec efficacité et discrétion”. M. Bourgi sera l’émissaire officieux du président, l’homme des missions trop sensibles pour être confiées à ces légalistes de diplomates, qui le détestent. Il organise la rencontre entre M. Sarkozy et le président ivoirien, Laurent Gbagbo, à New York fin 2007, et fait intervenir Omar Bongo auprès de Nelson Mandela pour que Carla et Nicolas Sarkozy puissent être pris en photo, en 2008, avec l’icône sud-africaine”.

Et pour justifier son revirement, ou plutôt son hypocrisie sans bornes, Sarkozy invoque la fameuse “raison d’Etat” en expliquant que certains pays sont des amis de la France et “ils contribuent à son influence, cela ne sert à rien de se fâcher avec des alliés (!)”. Donc exit l’époque où il déclarait ne pas vouloir serrer la “main des dictateurs”.

La politique de la canonnière de la “Françafrique” en Côte d’Ivoire

Cerné de plus en plus étroitement par ses rivaux sur le continent noir, l’impérialisme français n’a plus d’autre politique que reprendre ses accents interventionnistes et c’est bien cela qui explique sa récente intervention en Côte-d’Ivoire qui s’est traduite par le renversement sanglant du régime Gbagbo⁽³⁾.

“En moins d’une décennie, le volume des échanges entre la Côte d’Ivoire et la Chine explose. D’une cinquantaine de millions d’euros en 2002, il oscille autour du demi-milliard d’euros en 2009. Favorisé par la crise économique en Occident et regorgeant de surplus commerciaux et de devises, la Chine a supplanté la France et les Etats-Unis en Afrique. Le triomphe de la diplomatie économique chinoise, en Afrique de l’Ouest notamment, confirme la proximité géopolitique entre M. Gbagbo et la gérontocratie pékinoise. L’éviction de la France par la Chine en Côte-d’Ivoire et en Afrique est perçue par le Quai d’Orsay comme une gifle géopolitique inacceptable. Dès lors, la destitution de M. Gbagbo faisait partie des priorités stratégiques de la France”.

Donc, contrairement à la propagande véhiculée par les médias français, le renversement de Laurent Gbagbo n’avait aucun “objectif humanitaire”, mais avait pour seul but de défendre coûte que coûte les intérêts du capital français, gravement menacés par la Chine notamment. C’est d’ailleurs ce que confirme un autre organe de presse⁴ dénonçant au passage l’hypocrisie du président français :

3) Wilson Saintelmy, *Le Monde*, 16 mars 2011.
4) L’Observateur Paaga, in *Courrier international* du 21/04/11.



“Nicolas Sarkozy avait proclamé urbi et orbi la fin de la Françafrique, mais, pour beaucoup, son implication directe et active dans la crise ivoirienne rappelle une fâcheuse ingérence digne de cette époque où la cellule africaine de l’Elysée décidait de l’avenir politique des rois nègres. (...) Mais, quelles que soient les motivations réelles et cachées de cette intervention française, dans sa finalité, elle ne diffère en rien de la Françafrique originelle, c’est-à-dire celle conçue par le général de Gaulle et mise en œuvre par son bras séculier, Jacques Foccart. (...) Le prix à payer par Alassane Ouattara, “président élu”, mais installé par la force Licorne, sera le même que celui réglé par les nombreux dictateurs portés au pouvoir par le mercenaire (français) Bob Denard (décédé en 2007) : servir d’abord les intérêts français, qu’incarment les multinationales comme Total, Bouygues, Bolloré, et nous en passons. La Françafrique reste la Françafrique : la France-à-fric”.

Le problème est que les temps ont changé et que la France n’est plus en mesure de se faire obéir “au doigt et à l’œil” comme aux beaux jours de la France gaulliste et que le renversement du régime Gbagbo a laissé le chaos sanglant intact en Côte d’Ivoire. En effet, au lendemain du coup de force de la France en avril dernier, on constate que les mêmes bandes sont toujours armées et sèment terreur et massacres tous les jours, sans parler de l’état de déliquescence de l’armée officielle comme l’indique *Jeune Afrique* du 16/07/11 :

“Le problème d’Ouattara : En cause, les hommes en armes paradant dans Abidjan et sillonnant l’ensemble du pays. D’où qu’ils viennent et quels qu’ils soient... Parmi eux, les militaires de carrière, républicains et disciplinés ont perdu la main. Seigneurs de guerre, combattants recyclés en chefs de gangs, miliciens ou soldats pro-Ouattara de la 25^e heure, eux, règnent en maîtres. Sans les patrouilles de l’Onuci et de l’opération Licorne, le pire serait à craindre. Sidéré par une défaite militaire éclair, le gros de la troupe (50 000 hommes) des ex-Forces de défense et de sécurité (FDS) de Gbagbo a déserté. Beaucoup sont partis avec armes et bagages. Dans ces rangs à présent disséminés figurait également la soldatesque de Gbagbo, en partie tribalisée. Elle peut être considérée, aujourd’hui, comme une sorte de cellule dormante potentiellement dangereuse et difficilement recyclable. Exils pour les uns, poursuites judiciaires ou allégeances forcées pour les autres... La matrice de l’ancienne armée a, de fait, disparu.

“En face, les Forces républicaines de Côte d’Ivoire (FRCI), créées par Alassane Ouattara avant l’assaut final sur Abidjan sur la base des ex-rebelles, sont incapables, pour l’instant, de justifier leur appellation, rongées de l’intérieur par l’indiscipline et un

défaut de commandement sur lesquels prospèrent les fameux comzones. Ils ont fait la loi dans la Nord du pays depuis 2002. Ils dupliquent, sans vergogne et sans entrave, à Abidjan, leurs méthodes qui n’ont rien à voir avec le bréviaire du parfait soldat”.

Autrement dit, Sarkozy a beau se vanter d’avoir remis la “démocratie ivoirienne” sur les rails, la réalité nous montre que tout reste à faire pour instaurer la “paix” en Côte d’Ivoire.

Le gangster Kadhafi liquidé par ses pairs et “anciens amis” (français)

Nous venons d’apprendre que le gangster libyen a été liquidé suite à une opération militaire téléguidée par les forces de l’OTAN impliquant notamment la France. Et tous les dirigeants des grandes capitales occidentales célèbrent hypocritement l’évènement en saluant la mort du “méchant dictateur libyen”.

Pourtant, Kadhafi a été un grand ami de la France jusqu’à tout récemment, comme le rappelle l’hebdomadaire *Le Canard enchaîné* du 14/09/11 :

“Le soutien de Paris aux flics de Kadhafi (...) Cette généreuse collaboration a surtout consisté, pour les techniciens de la DRM et de la DGSE, à superviser, de juillet 2008 à février 2011 –début de la rébellion–, la mise au point des équipements d’espionnage électronique vendus à Kadhafi par des sociétés françaises (Amesys), américaines, chinoises et sud-africaines. Un matériel haut de gamme destiné à surveiller et à intercepter les communications téléphoniques ainsi que tout ce qui circule sur Internet. En clair, un savoir-faire français et international qui a permis aux chefs libyens de détecter des opposants, de les espionner, de les torturer, voire de les envoyer au paradis”.

Quel cynisme extraordinaire, quelle duplicité de l’Etat français!

Voilà le pouvoir français qui célèbre publiquement la mort du “tyran libyen” en s’appropriant au passage le rôle du “sauveur du peuple libyen”, alors que, jusqu’au début de la guerre civile, dans ce pays, il mettait son “savoir-faire” répressif au service de Kadhafi en lui facilitant ainsi “l’envoi au paradis” de ses opposants. Il faut se rappeler aussi que le “Guide libyen” n’était pas seulement un gros client du capital français pour l’achat d’armements, il fut également membre du “club” des dirigeants africains qui se sont attachés à financer les partis politiques français. De ce fait on comprend mieux pourquoi les dirigeants français ont tant de mal à se débarrasser de la “Françafrique” et aussi pourquoi tous avaient intérêt à liquider Kadhafi à bout portant pour éviter qu’il ne parle à la barre d’un tribunal international.

Amina (23 octobre)

1) Titre de l’ouvrage de Pierre Péan.
2) *Jeune Afrique*, 24 sept. 2011.

“A l’heure où, en Europe, tous les médias affirment que la principale cause à la crise de l’Euro est la faiblesse de sa banque centrale, la BCE, que celle-ci devrait copier son homologue américain, la Fed, et émettre elle-même sans limite sa propre monnaie, cet article de nos camarades vivant aux Etats-Unis démontre qu’en réalité, de l’autre côté de l’Atlantique, la même crise économique et la même impuissance de la bourgeoisie à trouver une réelle solution à cette crise, font rage. (...) La crise du crédit qui a suivi l’éclatement de la bulle immobilière en 2008 a été une menace si sérieuse de blocage de l’activité économique que la bourgeoisie a été obligée de monter des plans de récupération sous la forme de “plan de relance économique” et de consolider l’industrie financière en absorbant les actifs toxiques des banques et de se porter caution. Le petit répit accordé par ces mesures est à la base de la soi-disant “récupération” qui s’est déroulée ces deux dernières années. Du point de vue de la classe ouvrière, comme elle continue à subir le poids de la crise, il est évident qu’il n’y a pas de fin ni de solution à la détérioration de ses conditions de vie et de travail. Comme le capitalisme ne peut plus tirer sur sa corde (...) la classe ouvrière ne peut attendre que des attaques encore plus brutales contre elle.”

Extrait de notre article

“La crise économique déchaîne sa colère sur la classe ouvrière”

article d’*Internationalism*, organe de presse du CCI aux Etats-Unis, sur notre site Internet

Les travailleurs luttent contre la vie chère

Depuis le 21 septembre, l'île de Mayotte est le théâtre d'un soulèvement social contre la cherté de la vie, la misère et le chômage. Ce bout de terre de l'océan Indien n'a pas d'autre intérêt pour la France que sa situation géostratégique sur la sinistre route maritime de l'Est africain. Si l'île est devenue, en début d'année, le 101^{ème} département français, sa structure sociale reste un avatar désuet de l'empire colonial : les indigènes survivent dans une misère effroyable au service des couches supérieures venues de la métropole (exploitants agricoles, hauts fonctionnaires, commerçants, etc.) qui ne manquent également pas d'exploiter le petit contingent des prolétaires métropolitains. Quelques élus locaux noirs servent d'alibi ethnique à la préfecture qui a placé le conseil général et plus de la moitié des 17 communes de l'île sous tutelle. Le tableau de cette véritable caricature coloniale ne serait évidemment pas complet si Mayotte ne comptait pas son régiment de légionnaires.

L'activité principale de l'Etat consiste dans une traque brutale des clandestins comoriens qui affluent à bord d'embarcations de fortune. Les cow-boys de la police aux frontières (PAF), appuyés par un radar et un hélicoptère flambant neuf, effectuent de régulières descentes musclées dans les bidonvilles pour rafler ceux qui ont échappé aux interceptions en pleine mer. Avec ses méthodes expéditives, la PAF a opéré pas moins de 26 000 "reconduites à la frontière" en 2010. Si "le combat est loin d'être gagné", "c'est presque autant que pour tout le territoire métropolitain", s'est félicité Nicolas Sarkozy en 2009. Malgré le matraquage idéologique récurrent sur l'immigration clandestine, la brutalité des expulsions choque les Mahorais qui ont bien sûr de nombreux liens de parenté avec les habitants de l'ensemble de l'archipel des Comores.

Cette chasse irrite d'autant plus que les moyens financiers et matériels mis en œuvre pour traquer les clandestins tranchent avec l'extrême pauvreté de la majorité de la population de Mayotte. Les statistiques sont édifiantes : sur une population d'environ 200 000 habitants, seules 30 000 personnes ont un emploi. En d'autres termes, le salaire d'un travailleur, en moyenne de 80% du salaire minimum de la métropole, fait souvent vivre plus de six personnes, alors que les revenus sociaux sont presque inexistantes. Par exemple, le Conseil Général versera aux chômeurs de longue durée seulement 25% du déjà misérable RSA à partir de 2012.

Si les revenus de la population sont très bas, les prix des marchandises, même les plus élémentaires, sont terriblement élevés. Les commerçants profitent en effet de l'isolement de l'île, accentué par des infrastructures portuaires et aéroportuaires obsolètes, pour gonfler les prix sans aucun scrupule. Depuis 2007, les prix ont grimpé de 40% : le kilo d'ailes de poulets congelées, et souvent périmées, le plat principal sur Mayotte, coûte environ 30 euros, la bouteille de gaz se monnaie actuellement à 31 euros. Evidemment, les cas de malnutrition sont en augmentation, mais, par bonheur, le président Sarkozy a promis aux habitants une mise à niveau... sur vingt-cinq ans.

Dans ce contexte, un mouvement social contre la cherté de la vie a éclaté le mercredi 21 septembre à Mamoudzou, chef-lieu de l'île. Trois centrales syndicales et deux associations de consommateurs appelaient à bloquer les véhicules sur le rond-point

dit "SFR", nœud de la circulation sur l'île. Ces "opérations escargot" sont de véritables coupe-gorges syndicaux destinées à exposer les manifestants à la répression policière. En effet, dès l'aube, les gendarmes attendaient de pied ferme les 3000 manifestants. L'agressivité et les provocations policières firent monter d'un cran la colère des manifestants qui finirent par se diriger vers Mamoudzou afin d'éviter les confrontations stériles. Aussitôt, des élus locaux entrèrent en scène pour ramener la foule sur le rond-point afin de poursuivre le blocage de la circulation. Enumérant les délibérations du Conseil Général, un élu se fit interrompre par les manifestants : "On s'en fout! Nous voulons une réponse à la cherté de la vie avec une baisse des prix du riz et des mabawas (ailes de poulets)". "L'opération escargot" finit par s'échouer aux portes de la préfecture où les syndicats étaient reçus de longues heures sans résultat sinon pour appeler à la grève la semaine suivante.

Le mardi suivant, visiblement insatisfaits de leur encadrement brouillon, les syndicats appelèrent à nouveau à bloquer la circulation mais à deux endroits différents. Le chef de la CFDT se félicitait d'ailleurs de la meilleure préparation de la manifestation avec un "service d'ordre interne". Au même moment, les enseignants étaient appelés à manifester dans leur coin contre les suppressions de postes dans l'éducation nationale; un saucissonnage en règle que les enseignants rompirent en réclamant de manifester avec le reste de la population. Les manifestants se rassemblèrent à nouveau au rond-point "SFR". Jusque-là conciliants et discrets, c'est-à-dire satisfaits de l'encadrement du "service d'ordre" syndical, les gendarmes multiplièrent les provocations et les agressions. Les cailloux commencèrent à pleuvoir tandis que les gendarmes, soutenus par des renforts venus de l'île de la Réunion, évacuaient le rond-point avec brutalité et brûlaient les nombreux barrages routiers aussitôt surgis.

Le lendemain, les manifestations, que rejoignaient de nombreux travailleurs, reprirent à Mamoudzou, tandis que la grève se répandait à d'autres localités et entraînait de nombreux secteurs. Au rond-point "SFR", la tension montait encore d'un cran entre la gendarmerie et les manifestants, excédés par les provocations policières. Avec le porte-voix de la police, les leaders syndicaux, qui s'employaient méthodiquement à provoquer des confrontations depuis les premières heures du mouvement, demandèrent aux grévistes de ne pas bloquer la circulation et de ne rien casser. Les combats reprirent presque aussitôt. Dans plusieurs autres villes, les manifestants érigèrent des barricades et les combats tournaient rapidement à l'émeute. Ce sont les jeunes qui représentent plus de la moitié de la population, qui se trouvaient aux avant-postes de la révolte : sans perspectives et victimes d'un chômage massif, ils ont exprimé toute leur rage derrière les barricades.

Le 30 septembre, alors que les émeutes se poursuivaient sur l'ensemble de l'île, Mayotte était totalement bloquée par la grève : stations-services et supermarchés fermés, administrations au ralenti, chantiers bloqués, routes barrées, transports au point mort, etc. Les manifestants de Mamoudzou et de Kawéni, sous l'impulsion des syndicats, obligèrent les commerçants à fermer leur boutique, particulièrement les moyennes et les grandes surfaces. Le blocage des supermarchés et des

routes de Mayotte joue le même rôle que celui des raffineries pétrolières métropolitaines en 2010 pendant la lutte contre la réforme des retraites : il s'agit pour les syndicats de monter les travailleurs les uns contre les autres en déchaînant des campagnes médiatiques sur le thème de la "prise d'otage" d'autant plus facilement que de nombreuses personnes n'ont plus accès aux biens de première nécessité. De même, le blocage des routes entrave le déplacement des travailleurs et des délégations de grévistes vers les autres entreprises et les rassemblements, en favorisant l'enfermement corporatiste.

Débordés par les événements, les syndicats avaient entamé, quelques jours plus tôt, la première d'une longue série de négociations avec les représentants locaux de l'Etat et du patronat afin d'étouffer le mouvement. En effet, dans la soirée, l'ensemble des syndicats, à l'exception de FO qui refusait de participer aux négociations, signèrent un "accord de sortie de crise" grotesque avec les enseignes de la distribution et le préfet : réduction du prix du riz et des boîtes de sardine de 10% et du kilo d'ailes de poulets de 5 € pendant ... un mois. Des manifestants, rassemblés devant la préfecture, accueillirent évidemment la nouvelle sans enthousiasme et poussèrent les syndicats, qui venaient pourtant de signer l'enterrement du mouvement contre quelques miettes, à appeler à la poursuite de la grève. Le lundi 3 octobre, les syndicats tentèrent à nouveau de tuer le mouvement en annonçant un calendrier de négociation, produit par produit, sur un mois. Rien n'y faisait : la grève se poursuivit et s'étendait aussi rapidement que la méfiance envers les syndicats. Aux fenêtres de la préfecture, une manifestante interpella les syndicalistes au mégaphone : "Ne signez rien qui nous désavantagerait !" Comment? Les syndicats pourraient donc signer des accords contraires aux intérêts des travailleurs?

Le mardi 4 octobre, les émeutes cessèrent mais les rangs des grévistes et des manifestants étaient toujours plus importants, ce qui ne pouvait évidemment satisfaire ni les syndicats, ni l'Etat. Le lendemain, la police se déchaîna sur les manifestants faisant plusieurs blessés. Les échauffourées reprirent progressivement. Le même jour, un entrepôt de Kawéni fut "pillé"; les sacs de riz furent placés sur la chaussée à la disposition des passants. Pendant ce temps, les négociations entre "les partenaires sociaux" débouchèrent sur un nouvel accord, tout aussi ridicule que le précédent.

Le vendredi 7 octobre, les syndicats, n'osant plus rien signer, "présentèrent" un nouvel accord aux manifestants rassemblés sur le parvis de la préfecture : nouveau refus catégorique de la population. Mais ouvertement satisfait de l'accord, les syndicats et le préfet décidèrent de "changer de méthode" pour expliquer au bon peuple que le poulet à 21€33 pendant un mois au lieu des 22€ de la première mouture de l'accord déjà rejeté, c'est une "avancée sur le fond". Les "femmes mahoraises" furent donc convoquées sans grand succès à la préfecture. La veille, le GIPN, troupe anti-émeutes de la gendarmerie, débarqua sur l'île depuis la métropole pour mater le soulèvement, ce qui déclencha une nouvelle poussée de violence. Entre les arrestations arbitraires et les matraquages en règle, un petit garçon de 9 ans devait être transporté à l'hôpital de la Réunion pour une blessure grave au visage, suite aux tirs d'une grenade lacrymogène et de flash-ball.

Les manifestations, les grèves et les violences se poursuivirent plusieurs jours malgré l'intervention de la ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard. Les syndicats et le préfet cherchaient manifestement à laisser pourrir la situation en bloquant les négociations sur la base de l'accord du 7 octobre et en simulant l'affrontement sur des points de détail.

Dans l'indifférence, Boinali Said, leader de la CFDT, annonçait, lundi 17 octobre, - ô joie! ô allégresse! ô félicité! - sa candidature à l'élection législative de 2012. En fait, cette annonce annonçait la deuxième phase du pourrissement organisé du mouvement : devant leur impuissance à étouffer la combativité des travailleurs et des chômeurs contre la vie chère, les leaders syndicaux décidèrent en effet de reléguer les problèmes économiques au second plan en inscrivant la question du prix de la viande à l'ordre du jour des travaux de "l'observatoire des prix," organe inutile issu des négociations : "c'est-à-dire en dehors de tout mouvement de grève", ne s'empêcha pas de souligner le syndicaliste-candidat Boinali Said. Les syndicats et la gauche voulaient désormais donner au mouvement une "dimension intellectuelle" en déplaçant les discussions sur les questions ethniques et culturelles. Par la voix de Elie Domota, chef du LKP, charismatique leader de la grève générale en Guadeloupe, début 2009, qu'il avait menée dans la même impasse, les syndicats avaient déjà tenté de diviser les grévistes noirs et blancs autour des thèmes ethniques : "L'attitude du Préfet, de la Ministre des colonies et le black-out médiatique [...] expriment clairement la volonté de l'Etat français de soumettre, par tous moyens, les Travailleurs et le peuple mahorais au diktat des importateurs-distributeurs. Domination économique, domination culturelle et répression : telles sont les méthodes employées dans les dernières colonies." Et Salim Nahouda, leader de la CGT-Mayotte d'en rajouter une couche dans un entretien au Monde du 13 octobre : "Là où notre mouvement rejoint [celui du LKP], c'est sur nos revendications pour l'intégration des Mahorais dans la vie économique de l'île. Actuellement, ce sont des métropolitains qui occupent les postes à responsabilités, les Mahorais en sont éliminés."

Le 19 octobre, un tragique événement devait renforcer l'orientation ethnique du mouvement. Peu avant midi, la rumeur d'un meurtre perpétré par la PAF, mobilisée pour l'occasion contre les manifestants, se répandit dans l'île : Ali El Anziz, 39 ans, officiellement victime d'un "mauvais massage cardiaque" suite au brutal assaut des

policiers sur une barricade. Le secouriste lui aurait brisé les côtes qui ont "embrochées le cœur". La répugnante explication ne convainquit personne. La colère et l'écœurement de la population explosaient. Dans la soirée, les barricades se dressèrent à nouveau sur les routes, tandis que les appels à la grève se multipliaient. L'occasion était trop belle pour la gauche et les syndicats. Le lendemain, une marche regroupant 7000 personnes, essentiellement noires, se tint en hommage à Ali El Anziz.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le mouvement social contre la cherté de la vie évolue très clairement vers des revendications identitaires et nationalistes alors même qu'un "médiateur", nommé par le gouvernement français, a été dépêché pour venir désamorcer le conflit. S'il est impossible de deviner quelle orientation prendra désormais ce mouvement, des leçons, utiles à l'ensemble de la classe ouvrière internationale, peuvent déjà être tirées :

1. La gauche et les syndicats ne sont que des rouages de l'Etat capitaliste. Dans la lutte des Mahorais contre la vie chère et le chômage, ils ont été en première ligne pour canaliser le mouvement en favorisant les confrontations stériles et démoralisantes contre les forces de répression, en proposant des actions qui ont créé de la rancœur entre les exploités et en négociant en leur nom des accords ridicules. Les exploités doivent s'opposer à ces faux amis en prenant en main leur lutte, à travers des assemblées souveraines où les délégués sont mandatés et révocables à tout moment.

2. Les conflits comme les revendications ethniques, avatar du nationalisme, sont un poison pour les travailleurs. Le gouvernement des Comores ne vaut pas mieux que celui de la France. Noirs ou Blancs, tous les dirigeants du monde sont des exploités; Noirs ou Blancs, l'ensemble des exploités ont les mêmes intérêts de classe à défendre. Aux divisions ethniques, religieuses et culturelles, les prolétaires doivent opposer leur unité et leur solidarité de classe.

3. La seule façon de répondre aux brutalités de l'Etat et de sa police et la seule façon de défendre nos intérêts réside dans notre capacité à massifier nos luttes, c'est-à-dire à étendre le mouvement dans l'ensemble des secteurs, par-delà les frontières corporatistes et nationales. Malgré leur faiblesse matérielle et leur isolement géographique, les prolétaires mahorais en lutte doivent chercher la solidarité partout où cela est possible, dans tous les secteurs de l'économie, y compris dans les îles voisines.

V. (23 octobre)

Les syndicats contre la classe ouvrière

Lisez notre brochure

Les syndicats contre la classe ouvrière



Courant Communiste International

L'OCCUPATION DE WALL STREET PAR LES MANIFESTANTS

C'est le système capitaliste lui-même qui est l'ennemi

dans le Wisconsin, qui, malgré leur spontanéité initiale, ont été rapidement prises en charge par les appareils syndicaux et par la gauche du Parti Démocrate⁽³⁾. L'émergence des AG dans OWS représente une continuité avec les mouvements en Espagne, en France et ailleurs, et est la preuve de la capacité de la classe ouvrière de prendre le contrôle de ses luttes et d'apprendre des événements dans d'autres parties du globe. En effet, l'internationalisation des AG, comme forme de lutte, est l'une des caractéristiques les plus impressionnantes de la phase actuelle de la lutte des classes. Les AG sont, par-dessus tout, une tentative de la classe ouvrière pour défendre son autonomie en impliquant l'ensemble du mouvement dans les décisions prises et en veillant à ce que les discussions soient les plus larges possibles. Cependant, malgré leur importance dans ce mouvement, il est clair que ces AG n'ont pas été en mesure de fonctionner sans de considérables distorsions et sans les manipulations des activistes professionnels et des gauchistes qui ont largement contrôlé les différents groupes de travail et comités qui étaient censés être nominalelement responsables des AG. Ce poids a constitué une difficulté grave pour le mouvement dans le maintien d'une discussion ouverte et il a travaillé à empêcher que les discussions ne s'ouvrent à ceux qui n'occupaient pas, pour atteindre l'ensemble de la classe ouvrière. Le mouvement du 15 Mai en Espagne a également rencontré des problèmes similaires⁽⁴⁾.

Au début de l'occupation, en réponse aux demandes persistantes des médias pour que le mouvement identifie ses objectifs et ses exigences, un comité de presse a été formé dans le but de publier un *Occupy Wall Street* journal. Un de nos camarades était présent à l'AG quand le premier numéro de ce journal, qui avait déjà été rédigé et diffusé auprès des médias par le comité de presse, a été critiqué. Le sentiment dominant de l'AG a été l'indignation devant le fait que ce journal ait été produit et diffusé auprès des médias, alors que son contenu ne reflétait pas le consensus du mouvement, mais semblait refléter un point de vue politique particulier. La décision a été prise de retirer la personne responsable de la production et de la diffusion du journal du comité de presse. Cette action a montré la capacité de l'AG d'affirmer sa souveraineté sur les comités et sur les groupes de travail. Il s'agit d'une expression embryonnaire du "droit de révocation immédiate", à l'encontre d'un membre fautif du comité de presse, qui a été rapidement révoqué pour avoir outrepassé les limites de son mandat. Cependant, une semaine plus tard, lors d'une AG qui s'était déroulée la veille de la menace d'expulsion, de la part du maire Bloomberg, des occupants du parc Zuccotti, notre camarade a trouvé une atmosphère totalement différente. Après cette révocation immédiate, l'AG n'a pratiquement pas eu de discussion constructive. La plus grande partie de l'AG a été occupée par les rapports des groupes de travail et des comités sans qu'il y ait de discussion. La seule discussion qui a été autorisée par les animateurs de l'AG a été au sujet d'une proposition par le Président du quartier de Manhattan de limiter le spectacle des percussionnistes du mouvement

à deux heures par jour. Cette AG n'a jamais abordé la question de l'avenir du mouvement. Elle n'a même pas envisagé la question de savoir comment développer une stratégie et formuler des tactiques pour étendre le mouvement au-delà de ses limites actuelles et comment s'opposer à sa disparition presque certaine de Zuccotti Park. Lors de cette AG, l'un de nos camarades a tenté de proposer que les occupants envisagent l'avenir en s'adressant, au-delà des limites du parc, à la classe ouvrière de la ville, auprès de qui ils étaient susceptibles de recevoir un accueil chaleureux. Il a été répondu à notre camarade que son intervention était hors sujet par rapport à la proposition de limiter les percussions et que le temps pour les interventions (arbitrairement fixé par les animateurs à une minute) avait été dépassé. Une autre proposition a été faite par un participant de former une délégation pour parler du mouvement à des étudiants de plusieurs écoles et universités de la région. Sa proposition a également été rejetée et de nombreux manifestants ont indiqué qu'ils n'avaient aucun désir d'étendre le mouvement et que si les étudiants voulaient soutenir l'occupation, ils devaient venir à Zuccotti Park. Comment, alors, peut-on expliquer la tendance des groupes de travail, des comités et des animateurs à assurer progressivement leur contrôle sur le mouvement, au fur et à mesure que le temps passe ?

Le danger de l'anti-politique

Dès le début, le mouvement OWS s'est caractérisé par un certain esprit "anti-politique" qui a servi à étouffer la discussion, empêcher la polarisation des idées contradictoires et le développement des revendications de classe. Cela a été rendu possible par les gauchistes, les célébrités politiques et les politiciens de tous bords qui ont pu intervenir et parler au nom du mouvement, et ont permis aux médias de présenter le mouvement comme la première étape d'une "aile gauche" du Tea Party⁽⁵⁾. Le refus de presque tous les manifestants d'OWS d'aborder la question des objectifs et des exigences, ce qui représente à notre avis une réticence générale à examiner la question du pouvoir, se présente un peu comme une énigme pour les révolutionnaires. Comment pouvons-nous comprendre ce phénomène, qui a également été présent dans d'autres mouvements ? Nous pensons que cela découle, dans une large mesure, des facteurs suivants.

Le poids, encore présent, des campagnes idéologiques autour de la mort du communisme

S'il est vrai que la principale force sociale derrière ces mouvements semble être la jeune génération de travailleurs, dont beaucoup sont nés après l'effondrement du stalinisme en 1989, il reste une crainte réelle de la part de la classe ouvrière de se réapproprier la question du communisme. Alors que Marx a souvent été intégré dans un processus de réhabilitation pour sa critique du capitalisme, il y a toujours une grande peur d'être associé à un système que beaucoup continuent à croire qu'il a "déjà été essayé et qu'il a échoué" et qui va à l'encontre de l'objectif d'établir "une véritable démocratie". Alors que l'on a pu voir lors de ces occupations de nombreux écriteaux et slogans qui citaient Marx pour

affirmer que le capitalisme est devenu intolérable, il reste une confusion totale sur ce qui peut le remplacer. D'un autre côté, dans une perspective à plus long terme "le poids des cauchemars du passé" constitue moins un obstacle pour ceux qui cherchent le contenu véritable du communisme, une nouvelle façon de penser à l'épanouissement de la société future.

La prédominance de la jeune génération

En général, ces mouvements sont animés par la jeune génération des travailleurs. Bien que les travailleurs plus âgés, touchés par la destruction massive d'emplois qui s'est produite aux Etats-Unis depuis 2008 soient également présents dans les mouvements, sociologiquement, la force motrice de ces manifestations est constituée de prolétaires qui ont entre vingt et trente ans. La plupart sont instruits, mais beaucoup n'ont jamais connu dans leur vie un emploi stable. Ils sont parmi les plus profondément touchés par le chômage massif de longue durée qui hante désormais l'économie américaine. Peu d'entre eux ont une expérience du travail associé, si ce n'est d'une manière précaire. Leur identité n'est pas enracinée dans leur lieu de travail ou dans leur catégorie d'emploi. Bien que ces qualités sociologiques soient susceptibles de les rendre plus ouverts à une large solidarité abstraite, elles signifient également que la plupart d'entre eux n'ont pas l'expérience des luttes de défense des conditions de vie et de travail avec des exigences et des objectifs propres. Ayant été en grande partie exclus du processus de production, ils connaissent trop peu la réalité concrète pour défendre autre chose que leur dignité d'être humains ! La nécessité de développer des exigences spécifiques et des objectifs n'est donc pas si évidente. Dans un monde qui ne lui offre aucun avenir réel, il n'est pas surprenant que la jeune génération ait des difficultés pour penser concrètement à la façon de développer les luttes pour l'avenir. Ainsi, le mouvement se retrouve piégé dans un processus d'autocélébration de l'occupation pour elle-même, étant donné que le site d'occupation devient une communauté et, dans certains cas, même une maison⁽⁶⁾. Un autre aspect qui ne peut être ignoré est le poids du discours politique post-moderniste, en particulier sur ceux qui sont passés par le cursus du système universitaire américain, qui instille la méfiance "traditionnelle" envers une politique de classe et son rejet.

Cela dit, nous ne pouvons pas "demander à l'enfant de se comporter en homme". La simple existence d'assemblées générales est une victoire en soi, et ces AG constituent d'excellentes écoles où les jeunes peuvent développer leur expérience et apprendre à combattre les forces de la gauche de la bourgeoisie. Tout cela est vital pour les luttes à venir.

Le contexte spécifiquement américain

OWS reste obstinément coincé dans le contexte de la politique et de l'histoire des Etats-Unis. Les racines de la crise internationale et les mouvements sociaux dans d'autres pays sont rarement mentionnés. La croyance dominante du mouvement continue d'être que les immenses problèmes auxquels le monde est confronté sont tous, sous une forme ou une autre, la conséquence des comportements contraires à l'éthique des banquiers de Wall Street,

6) Au cours des dernières semaines, les médias ont rapporté plusieurs cas de jeunes qui quittent leur travail peu rémunérés ou l'école pour participer à l'occupation.



aidés et encouragés par les partis politiques américains. La dérégulation des rapports entre les banques de dépôt et d'investissement, les gens peu scrupuleux qui laissent gonfler une bulle immobilière, l'influence grandissante sur l'Etat américain de la richesse des entreprises, l'immense écart entre les plus riches qui constituent un pour cent de la population et les autres, le fait que Wall Street est assis sur des milliards de dollars de liquidités excédentaires qu'elle refuse de réinvestir dans l'économie américaine, restent les principaux griefs du mouvement. Enfin, il faut identifier le problème principal qui est que "le capital financier non réglementé" a servi à maintenir des illusions sur la nature finalement altruiste de l'Etat bourgeois américain. De toute évidence, l'éthique anti-politique du mouvement OWS a servi à l'empêcher d'aller au-delà du niveau du mouvement lui-même et a finalement seulement servi à reproduire le genre de domination politique qu'il craignait à juste titre. Cela devrait servir de leçon pour les mouvements futurs. Alors que le mouvement a le droit d'être sceptique par rapport à tous ceux qui cherchent à parler pour lui, la classe ouvrière ne peut se dérober devant la discussion ouverte et la confrontation des idées. Le processus de polarisation, de travailler sur des objectifs et des exigences concrets, aussi difficile soit-il, ne peut être évité si le mouvement va de l'avant. En fin de compte, un mouvement dominé par un éclectisme extrême des idées, selon lequel toutes les exigences sont "également valables" aura pour conséquence que seules les exigences qui sont acceptables pour la bourgeoisie progresseront. Les objectifs de ré-régulation du capitalisme, de taxer les riches et de briser la mainmise de l'argent des entreprises sur le processus électoral sont en réalité des objectifs partagés par de nombreuses fractions de la bourgeoisie américaine ! Serait-ce un hasard si Barack Obama veut faire payer son plan de travail avec une surtaxe sur les millionnaires ? Il y a un fort risque que les principales fractions de la bourgeoisie puissent orienter ce mouvement dans une direction qui serve leurs propres intérêts contre la renaissance de la droite dans leur lutte de cliques. Cependant, en dernière analyse, l'incapacité totale de la bourgeoisie à résoudre sa crise mortelle signe la fin des illusions sur le "rêve américain", remplacé par le cauchemar de l'existence, sous le capitalisme.

Seule la classe ouvrière offre un avenir à l'humanité

Avec toutes ses faiblesses, nous devons reconnaître les leçons profondes que les protestations d'OWS contiennent pour la poursuite du développement de la lutte des classes. L'apparition des AG, probablement pour la première fois depuis des décennies sur le sol de l'Amérique du Nord, représente une avancée majeure pour la classe ouvrière car elle cherche à développer son combat au-

delà des limites tracées par la gauche bourgeoise et par les syndicats. Cependant, nous devons affirmer qu'un mouvement qui se replie sur lui-même plutôt que de chercher l'extension en direction de l'ensemble de la classe est voué à l'échec, que cet échec soit le résultat de la répression, de la démoralisation ou d'un encadrement derrière les campagnes de la bourgeoisie de gauche. Au stade actuel de la lutte de classe, nous sommes face à une situation où les secteurs de la classe ouvrière ayant le moins d'expérience du travail collectif se sont avérés être les plus combattifs. D'autre part, ceux ayant le plus d'expérience des luttes concrètes pour la défense de leurs conditions de vie et de travail restent encore très désorientés par les attaques du capitalisme et incertains sur la façon de riposter. Beaucoup sont simplement heureux d'avoir encore un emploi et ont reculé face au poids de l'offensive du capitalisme contre les conditions de vie et de travail. Par ailleurs, aux Etats-Unis, les campagnes persistantes de l'aile droite pour écraser les syndicats ont effectivement eu pour effet de revitaliser dans une certaine mesure le carcan syndical aux yeux des travailleurs et elles ont encore plus désorienté ce secteur de la classe ouvrière⁽⁷⁾. En fait, dans la mesure où ce secteur de la classe ouvrière a participé au mouvement d'OWS, celle-ci s'est largement faite sous la bannière syndicale, mais avec des syndicats qui ont systématiquement œuvré à isoler leurs membres des occupants. Il était clair que, sous l'influence des syndicats, les ouvriers étaient là pour soutenir les occupants, mais non pour les rejoindre ! C'est dans le mouvement de la lutte de la classe ouvrière pour défendre ses conditions de vie et de travail que les organes qui peuvent réellement mettre en œuvre la transition vers une société de producteurs associés – les conseils ouvriers – peuvent émerger. La classe ouvrière, dans ses luttes pour protéger son niveau de vie, constamment contrariées à cause de la persistance de la crise économique, prendra alors conscience que le capitalisme ne peut plus offrir aucune perspective. En conséquence, il lui apparaîtra que la société humaine ne peut plus désormais se développer que si elle est unifiée. Cela dit, nous ne minimisons pas les difficultés énormes que la classe ouvrière va rencontrer aujourd'hui pour trouver son terrain de classe et développer la détermination de se battre contre les attaques du capitalisme. Dans une première étape, nous pensons que le mouvement d'OWS s'est laissé piéger sur le terrain idéologique bourgeois, cependant, celui-ci a déjà un immense mérite, car il donne un aperçu de la façon avec laquelle la classe ouvrière peut prendre le contrôle de sa propre lutte.

Internationalism (19 octobre 2011)

7) Voir notre article sur la récente grève de Verizon.
http://en.internationalism.org/inter/160/verizon-reportww.
Source URL : http://en.internationalism.org/iconline/2011/october/ows

3) Bien que contrairement au Wisconsin, où, pour l'instant la menace d'une grève générale a été brandie, OWS représente une mobilisation beaucoup moins "massive", car, à part pour un petit groupe de manifestants, la mobilisation n'est pas régulière.

4) http://en.internationalism.org/iccon.
Voir "Real Democracy Now!": A dictatorship against the mass assemblies, article line/2011/special-report-15M-spain/real-democracy-now.

5) Voir Pierre Beinhart, "Occupy Protests Seismic Effects" pour une déclaration sur la façon avec laquelle la gauche bourgeoise pense qu'OWS pourrait être utilisée pour faire les choux gras d'Obama.
http://news.yahoo.com/occupy-protests-seismic-effect-062600703.htm.

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale

1 an (11 numéros)	6 mois (6 n°s)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple

Revue internationale

1 an (4 numéros)	6 mois (2 n°s)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI - CCP 523544Y - Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en Espagne ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle

participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS

Toulouse Ch, 10; J, 15; Ra, 70; Cl, 50; Ol, 65; Chr, 30	Marseille Mireille, 40; Anonyme, 43; Y, 3
Total : 326 €	

LISEZ



Revue Internationale

La catastrophe économique mondiale est inévitable

Mouvement des Indignés en Espagne, Grèce et Israël

De l'indignation à la préparation des combats de classe

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique (III)

Le syndicalisme-révolutionnaire en Allemagne (III)

La FVDG syndicaliste-révolutionnaire au cours de la Première Guerre mondiale

Décadence du capitalisme

Le boom d'après-guerre n'a pas renversé le cours du déclin du capitalisme

La Revue internationale est également distribuée par les NMPP, trouvez les points de vente sur www.trouvezapresse.com.

147

RÉUNIONS PUBLIQUES

Qui est responsable de la crise économique ? Les financiers ou le capitalisme ?

Où va-t-on ? Peut-on donner comme explication à la crise celle d'un système financier irresponsable qui étendrait sa maladie à "l'économie réelle" ? Pourquoi alors l'économie du monde entier est-elle touchée ? Par ailleurs, pourquoi les dirigeants nous demandent-ils d'accepter toujours plus de "sacrifices" et "d'austérité" afin, selon leurs dires, de sauver tel ou tel Etat de la faillite et de relancer la

croissance mondiale ? Cela est-il possible ? Ces proclamations et ces demandes correspondent-elles à la réalité ou la masquent-elles ?

Pour nous, quelle est la perspective ?

Venez débattre de ces questions brûlantes. C'est à travers un débat collectif qu'on peut dégager la clarté et la compréhension dont nous avons besoin pour défendre nos intérêts.

LYON

le samedi 19 novembre à 17 h
CCO, 39, rue G.-Courteline
à Villeurbanne
(bus : 27, 37,38, arrêt Antonins)

MARSEILLE

le samedi 26 novembre à 17 h
Association Milles-Bâbords,
61, rue Consolat (Métro Réformés)

NANTES

le samedi 19 novembre à 16 h
3 rue de l'Amiral-Duchaffault
(quartier Mellinet)

PARIS

le samedi 19 novembre à 15 h
au CICIP, 21 ter rue Voltaire,
métro Rue-des-Boulets,
11^e arrondissement

TOULOUSE

le samedi 26 novembre à 15 h
Grande salle Castelbou,
22 bis, rue Léonce-Castelbou
(dans la cour).
Métro B Compans-Caffarelli

PERMANENCES - VENTE DE LA PRESSE

CAEN

PERMANENCE

le samedi 5 novembre à 17 h
Rendez-vous à 16 h 45
à l'arrêt du tramway
"CROUS-SUAPS", ligne A et B

Toulouse

VENTE DE LA PRESSE
le samedi 26 novembre,
de 11 h 30 à 12 h 30
Marché aux Puces (pl.St-Sernin)

Lyon

VENTE DE LA PRESSE

le jeudi 17 novembre, de 17 à 18 h
Métro Part-Dieu

PERMANENCE

le samedi 5 novembre, à 17 h
CCO,
39, rue G.-Courteline
à Villeurbanne
(bus 27, 37, 38,
arrêt Antonins)

Marseille

VENTE DE LA PRESSE

les samedis 5 et 26 novembre,
de 11 h 30 à 12 h 30
Marché de La Plaine,
place Jean-Jaurès
(face aux rues Ray
et St-Michel)

PERMANENCE

le samedi 5 novembre, à 17 h
Association Milles Bâbords,
61, rue Consolat (Métro Réformés)

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción proletaria

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 - USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution

IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire

(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

MASSACRE DES MANIFESTANTS ALGÉRIENS LE 17 OCTOBRE 1961

L'hypocrisie des bourreaux !

L'anniversaire de la tragédie du 17 octobre 1961, c'est-à-dire celui du massacre de manifestants algériens, dont le nombre de victimes n'a jamais été clairement établi, a été l'occasion pour la bourgeoisie française d'essayer de solder une affaire très embarrassante pour son image démocratique. Il n'est pas étonnant que ces faits aient été occultés depuis plus d'une cinquantaine d'années !

La sauvagerie barbare de la classe dominante

Le gouvernement français, dans un contexte de fin de guerre coloniale, avait décidé d'isoler davantage le FLN (Front de libération national algérien) en le coupant au maximum de ses appuis sur le territoire. Au sommet de l'Etat, le général de Gaulle, quelques mois à peine avant de se présenter auréolé comme "l'homme providentiel de la décolonisation" à partir des accords d'Evian signés avec le FLN consacrant l'indépendance de l'Algérie, le premier ministre Michel Debré, le ministre de l'intérieur Roger Frey et, en bout de chaîne, le préfet de police de la Seine Maurice Papon⁽¹⁾ avaient décidé de durcir la chasse à l'homme contre les Algériens. Pour ce faire, une nouvelle unité spéciale, la "force de police auxiliaire", pouvait démultiplier les exactions contre les immigrés algériens en toute impunité : arrestations arbitraires, tabassages, tortures, ratonnades et meurtres. Un couvre-feu discriminatoire était même décrété le 5 octobre par la préfecture exclusivement pour les Nord-Africains. Cette sinistre et ignoble pression sur les "musulmans de France", déjà stigmatisés et méprisés, vivants pour la plupart misérablement dans des bidonvilles, devenait insupportable. En signe de protestation, une manifestation pacifique était décidée par le FLN. L'après-midi du 17 octobre, une foule de 30 000 personnes convergeait alors des banlieues vers le centre de Paris. Brutalement, les policiers chauffés à blanc encerclaient les manifestants. Comme le dira dans

son témoignage Mohamed Ouchik : "A ce moment-là, l'état s'est resserré sur les Algériens. La police prenait les Algériens et les jetaient dans la Seine"⁽²⁾. Des coups de feux étaient tirés sur la foule, les coups de pieds, les coups de matraques pleuvaient, fracassant et explosant le crâne de civils sans défense. Selon bon nombre de témoignages, les matraques se brisaient sur les crânes tant la hargne et la sauvagerie policière étaient fortes. Les milliers d'arrestations, dignes des rafles les plus terribles de l'histoire, alimentaient des bus chargés conduits vers des stades. Des manifestants entassés dans des fourgons étaient dirigés vers le Palais des Sports de la Porte de Versailles. Parqués dans des conditions inhumaines, les Algériens arrêtés étaient roués de coups, passés à tabac, et parfois même torturés. Selon Joseph Gommenginger, ancien gardien de la Paix et témoin : "Au fur et à mesure que les cars arrivaient, ils (les Algériens, NDLR) étaient déchargés manu militari, projetés à terre, frappés par une double haie de gardiens de la paix qui se disaient comités d'accueil"⁽²⁾. Plus tard dans la soirée, "plusieurs témoins ont vu un grand tas de corps sans vie, ramassés par la police devant le fameux cinéma le Grand Rex (II^e arrondissement), tandis que d'autres ont aperçu de long morceaux de tissus étendus sur des piles bosselées, le long de trottoirs ensanglantés de l'Opéra (IX^e arrondissement) (...). En fait, les seuls objets en mouvement étaient ces cadavres qui, jetés des ponts de la ville, flottaient sur la Seine"⁽³⁾.

Les estimations les plus fiables des historiens avancent les chiffres de 100 à 300 morts, sans compter les milliers

de blessés qui ont résulté également de cette répression. Selon le point de vue des historiens britanniques Jim House et Neil Mac Master, ces massacres constituent "dans toute l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale, la répression la plus violente et la plus meurtrière qu'ait jamais subit une manifestation de rue désarmée". On comprend mieux pourquoi il fallait absolument faire disparaître des mémoires, au moins tout un temps, ce grand crime d'Etat.

La loi du silence, le mensonge et pour finir, la manipulation

Toute la bourgeoisie, de droite comme de gauche, a su jouer sa partition pour garantir l'omerta et la censure. Quelques mois à peine après le tragique événement, le 8 février 1962, les forces de l'ordre réprimaient encore une nouvelle manifestation. A la bouche de métro de la station Charonne, huit personnes perdaient la vie (étouffées ou le crâne fracassé). Une neuvième victime allait mourir peu après de ses blessures à l'hôpital. Contrairement au quasi silence qui a suivi le massacre du 17 octobre, les partis de gauche et les syndicats, relayés par les journaux⁽⁴⁾ allaient cette fois fortement se mobiliser et polariser sur l'événement lui-même, au point d'en occulter les précédents crimes du 17 octobre. Ainsi, par exemple, c'est de façon délibérée que le journal *le Monde*, alors qu'il nous livre tant de détails aujourd'hui, pouvait se permettre d'écrire mensongèrement le 10 février 1962 à propos de Charonne : "C'est le plus sanglant affrontement entre policiers et manifestants depuis 1934." Ce qui s'était passé le 17 octobre 1961 ? Probablement un... "détail", qu'il fallait naturellement minorer !

Il ne faut pas se tromper, les mêmes bourgeois qui "s'indignent" aujourd'hui, sont ceux qui hier ordonnaient et cautionnaient les basses œuvres de la police, assuraient la censure. Aussi, les grandes déclarations

et gestes symboliques des politiciens, comme ceux aujourd'hui de Bertrand Delanoë, amateur de plaques commémoratives, ou de François Hollande, filmé et photographié avec ses roses jetées dans la Seine depuis le pont de Clichy, ne sont que pure hypocrisie et propagande. Profitant de l'oubli de ce massacre et du jugement assez récent de Maurice Papon pour crime contre l'humanité, la bourgeoisie tente sinon de blanchir, au moins de dédouaner en partie l'état démocratique, notamment en pointant du doigt la responsabilité exclusive du gouvernement de l'époque, voire du seul Maurice Papon.

Une des tactiques de la bourgeoisie, outre les mensonges (ouverts ou "par omission"), c'est de cacher systématiquement ses propres crimes au moment des faits. Généralement, ce n'est que longtemps après que le public "découvre" les événements par des "révélations" qui sont en fait des informations connues de tous les journalistes depuis le début, mais qu'ils font mine d'exhumer à un moment choisi après les avoir soigneusement cachées. Au début, l'objectif du silence obligatoire est de prévenir toute forme de révolte pour maintenir l'ordre. Bien après, il s'agit de jouer la carte de la "transparence", de la "démocratie", pour pervertir et stériliser toute forme de réflexion et de questionnement possible de la part des ouvriers sur le sens politique des événements. C'est d'ailleurs le moment choisi pour graver dans le marbre la version officielle, celle qui figurera dans les manuels d'histoire, c'est-à-dire une version inoffensive pour l'état bourgeois et ses sbires, dédouanant le système d'exploitation barbare qu'est le capitalisme. Aujourd'hui, les révélations ne sont donc pas "neutres". Elles s'inscrivent dans cette volonté de pourrir les consciences en redorant le blason d'une gauche lancée dans la campagne présidentielle. Cette gauche, héritière des Guy Mollet et Mitterrand⁽⁵⁾, celle

5) "Lors du début de l'insurrection et rébellion nationaliste algérienne, les "socialistes" étaient au pouvoir en France et le gouvernement comprenait alors Guy Mollet, Mendès-France et le jeune F. Mitterrand, alors

qui allait donner tous les pouvoirs au général Massu et à sa 10^e division parachutiste pour la "bataille d'Alger", celle qui a couvert les actes de torture systématiques et les milliers d'exécutions, c'est la même dont celle d'aujourd'hui est la digne héritière. Derrière toute la campagne idéologique et les cérémonies commémoratives se cache donc un objectif partagé, celui que révèle un député dans sa lettre adressée au président de la République : "Ma démarche ne procède pas d'une recherche de repentance de notre pays qui ne serait utile pour personne, mais d'une (...) reconnaissance qui rende la France plus forte et plus unie"⁽⁶⁾.

Autrement dit, ce que vise toute cette campagne n'est autre que l'"union sacrée", l'idéologie nationaliste destinée à empêcher toute véritable démarche critique.

Pourtant, les méthodes sanguinaires de l'Etat bourgeois doivent révéler au grand jour, une fois de plus, la nature barbare et le vrai visage de la bourgeoisie. Il ne s'agit pas simplement d'escrocs qui exploitent notre force de travail et nous réduisent à la misère, de spéculateurs ou de politiciens véreux sans scrupules, il s'agit aussi de véritables assassins prêts à massacrer ceux qui voudront renverser le système, l'ordre des exploités, comme tous ceux qui dérangent leurs desseins.

WH (22 octobre)

ministre de l'Intérieur. Le sang de tous ces "authentiques démocrates" ne fit qu'un tour et les pleins pouvoirs sont confiés à l'armée en 1957 pour rétablir l'ordre républicain". Très vite les grands moyens sont employés, en représailles d'un attentat contre des colons ou l'armée, on rase des villages et des douars entiers, l'aviation mitraille systématiquement des caravanes. Deux millions d'Algériens, soit près du quart de la population totale, furent chassés de leurs villages et zones de résidence, pour être parqués à la totale merci de l'armée dans des "camps de regroupements" où, selon un rapport de M. Rocard, alors inspecteur des Finances : "Les conditions sont déplorables et au moins un enfant meurt par jour". Voir notre article "Les massacres et les crimes des grandes démocraties" voir *Revue internationale* n° 66, 1991.

6) Lettre du député de Seine-Saint-Denis Daniel Golberg.

<http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/17989>

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.